



REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DES LANDES

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

DE LA COMMUNE D'YCHOUX

Séance du 2 décembre 2024

Conseillers Municipaux en exercice : **18**

Qui ont pris part à la délibération : **17**

Date de la convocation :
26.11.2024

Date de l'affichage :
26.11.2024

L'an deux mille vingt-quatre, le deux du mois de décembre à dix-huit heures trente minutes, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la mairie sous la présidence de
M. Vincent CASTAGNÈDE, Maire.

Présents : Mme Stéphanie ABALLONI, Mme Sabrina DANIEL-CALONNE, Mme Sandrine LABASTE, Mme Sonia LIHAN, Mme Ludiwine MOUNEYRES, Mme Céline SÉGAUT, M. Pierre-Mickaël BESSON, M. Éric BRÈTHES, M. Gérard CARRÈRE, M. Vincent CASTAGNÈDE, M. François DEFALQUE, M. Vincent LOUBÈRE, M. Jérémy PERROU, M. Michel VALEN,

Absents excusés : Néant

Absents : Mme Aurélie DESCOURS

Absents excusés ayant donné pouvoir :

Mme Valérie CHEVALLIER a donné pouvoir à Mme Céline SÉGAUT
Mme Sabine BUBIEN-VIU a donné pouvoir à M. Gérard CARRÈRE
M. Vincent VILARD a donné pouvoir à M. Jérémy PERROU

Secrétaire de séance : M. Vincent LOUBÈRE

Délibération n°20241202_17 :

Mise à jour du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP)

Le CONSEIL MUNICIPAL,

VU l'ordonnance n°2021-1574 du 24 novembre 2021 portant partie législative du code général de la fonction publique,

VU le code général de la fonction publique et notamment ses articles L714-4 à L714-13,

VU le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1^{er} alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984,

VU le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique d'Etat,

VU les arrêtés interministériels du 20 mai 2014, du 19 mars 2015, du 28 avril 2015, du 3 juin 2015, du 29 juin 2015, du 15 décembre 2015, du 17 décembre 2015, du 18 décembre 2015, du 22 décembre 2015, du 27 décembre 2016, du 30 décembre 2016, du 16 juin 2017, du 14 mai 2018, du 13 juillet



2018, du 14 février 2019 et du 8 avril 2019, du 4 février 2021, du 5 novembre 2021, du 8 mars 2022 et du 5 octobre 2023,

VU la délibération du 16 décembre 2005 fixant le régime indemnitaire des agents de la commune,

VU la délibération du 14 janvier 2008 modifiant le régime indemnitaire,

VU les délibérations du 14 décembre 2016, du 29 novembre 2017 et du 13 novembre 2019, instituant le RIFSEEP,

Vu les délibérations du 26 janvier 2021, du 23 septembre 2022 et du 10 juin 2024 modifiant le RIFSEEP,

Vu l'avis du Comité social territorial en date du 18 novembre 2024 et sous réserve de celui du 9 décembre 2024,

CONSIDERANT qu'il appartient à l'assemblée délibérante de mettre en place le cadre général de ce régime indemnitaire (IFSE et CIA) pour chaque cadre d'emploi, ainsi que les plafonds et les conditions d'attribution des indemnités,

CONSIDERANT qu'il y a lieu de mettre à jour les groupes de fonctions et d'actualiser les montants

CONSIDERANT les montants annuels maxima prévus par les textes susvisés,

après en avoir délibéré, **DÉCIDE**, à l'unanimité, d'actualiser les indemnités suivantes au profit des agents fonctionnaires et stagiaires de la fonction publique territoriale de la commune d'Ychoux relevant des cadres d'emplois :

- Cadre d'emplois de catégorie A : Attaché territorial
- Cadre d'emplois de catégorie B : Rédacteurs territoriaux, animateur territoriaux, Techniciens territoriaux et Assistant territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques
- Cadre d'emplois de catégorie C : Adjoints administratifs territoriaux, Adjoints territoriaux d'animation, Adjoints techniques territoriaux, Agents de maîtrise territoriaux et Adjoints territoriaux du patrimoine.

1 – L'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise (IFSE)

Pour la mise en place de l'IFSE, des groupes de fonctions, par catégorie hiérarchique, sont créés sur la base des critères professionnels suivants :

- l'exercice de responsabilités d'encadrement et de coordination : responsabilité directe d'agents, responsabilité de répartition des tâches, polyvalence des missions,
- la maîtrise de la technicité de la fonction : connaissance des bases liées aux missions, niveau de qualification, initiative et autonomie, polyvalence et diversité des compétences,
- les sujétions particulières telles que la confidentialité, la polyvalence, le niveau de responsabilité, la forte disponibilité.

Groupes de fonctions et montants maxima annuels

Pour les agents de catégorie A

Groupes de fonctions	Poste	Montants annuels maxima
A1	Poste de directrice générale des services	20 000 €

Pour les agents de catégorie B

Groupes de fonctions	Poste	Montants annuels maxima
----------------------	-------	-------------------------



B1	Poste de responsable de pôle	13 000 €
B2	Poste de responsable de pôle non encadrant	12 000 €

Pour les agents de catégorie C

Groupes de fonction	Poste	Montants annuels maxima
C1	Poste de directrice générale adjointe	11 000 €
C2	Poste de responsable de pôle	10 000 €
C3	Poste de responsable de pôle non encadrant	8 000 €
C4	Poste nécessitant une technicité particulière	6 000 €
C5	Tous les autres postes	5 000 €

L'autorité territoriale est chargée de fixer, par arrêté, le montant individuel d'IFSE attribué à chaque agent fonctionnaire et stagiaire de la fonction publique territoriale compte tenu de son groupe de fonctions d'appartenance et des critères de modulation suivants :

Critères	Montants annuels
Niveau de qualification supérieur au poste	240 €
Surcroît régulier d'activités	120 €
Disponibilité	120 €
Régisseur - Mandataire	120 €

L'IFSE versée aux agents fonctionnaires et stagiaires de la fonction publique territoriale sera revalorisée chaque année au mois de janvier en fonction de l'évolution de la valeur du point et de l'avancement de carrière de l'agent.

Les primes et indemnités versées aux agents à temps non complet ou à temps partiel seront calculées au prorata de leur temps de travail hebdomadaire.

L'IFSE sera versée mensuellement.

Pendant le congé de maladie ordinaire, le temps partiel thérapeutique, en cas d'accident de travail, de maladie professionnelle dans le cadre du Congé pour Invalidité Temporaire Imputable au Service (CITIS) et de la Période de Préparation au Reclassement (PPR), l'IFSE suivra le sort du traitement.

Pour les congés de longue maladie et grave maladie, l'IFSE sera maintenue dans les proportions suivantes 33% la première année et 60% les deuxième et troisième années.

Pour le congé de longue durée, le versement de l'IFSE sera suspendu.

Lorsque l'agent est placé rétroactivement en congé de longue maladie, de grave maladie ou de longue durée à la suite d'une demande présentée au cours d'un congé de maladie ordinaire antérieurement accordé, l'IFSE qui lui a été versée durant son congé de maladie ordinaire lui demeure acquise.

L'IFSE suivra le sort du traitement pour les congés de maternité, de paternité, d'accueil de l'enfant et d'adoption.

2 – Le Complément Indemnitaire Annuel (CIA)

Le CIA est attribué au profit des catégories hiérarchiques, par groupe de fonctions, dans la limite des montants annuels maxima (plafonds) indiqués dans la présente délibération.



Les agents fonctionnaires et stagiaires de la fonction publique territoriale de la commune d'Ychoux devront avoir exercé leurs fonctions, à minima sur une période continue ou discontinue de 9 mois dans l'année civile, pour pouvoir prétendre au versement du CIA correspondant au groupe de fonctions du cadre d'emplois concerné.

Pendant le congé de maladie ordinaire, le temps partiel thérapeutique, en cas d'accident de travail, de maladie professionnelle, de Congé pour Invalidité Temporaire Imputable au Service (CITIS) et de Période de Préparation au Reclassement (PPR), le CIA suivra le sort du traitement.

Pour les congés de longue maladie, longue durée et grave maladie, le versement de le CIA sera supprimé.

Le CIA suivra le sort du traitement pour les congés de maternité, de paternité, d'accueil de l'enfant et d'adoption, sans préjudice de modulation compte tenu de l'application des critères.

Les agents qui quitteront la collectivité au cours de l'année ne pourront prétendre au versement du CIA que s'ils sont en poste au 31 décembre.

Le CIA peut être versé aux fonctionnaires relevant des cadres d'emplois éligibles au RIFSEEP, afin de tenir compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir.

Le montant individuel alloué pour le CIA n'est pas reductible automatiquement.

Il est modulé annuellement en fonction des critères de l'entretien professionnel selon :

- **le barème suivant :**

- Moins 1 point pour l'appréciation « insatisfaisant »,
- 0 point pour « à améliorer »,
- 1 point pour « satisfaisant »,
- 2 points pour « supérieur aux attentes »,

- **et la modulation suivante :**

Agents non encadrants : maximum 24 points :

- 100% du montant maximal si la note est comprise entre 21 et 24,
- 75% du montant maximal si la note est comprise entre 16 et 20,
- 50% du montant maximal si la note entre 10 et 15
- 25% du montant maximal si la note est inférieure à 10.

Agents encadrants : maximum 34 points

- 100% du montant maximal si la note est comprise entre 31 et 34,
- 75% du montant maximal si la note est comprise entre 21 et 30,
- 50% du montant maximal si la note entre 15 et 20
- 25% du montant maximal si la note est inférieure à 15.

Les groupes de fonctions et les montants maxima annuels sont fixés comme suit pour les fonctionnaires titulaires et stagiaires :

Pour les agents de catégorie A

Groupes de fonctions	Poste	Montants annuels maxima
A1	Poste de directrice générale des services	420 €

Pour les agents de catégorie B

Groupes de fonctions	Poste	Montants annuels maxima
B1	Poste de responsable de pôle	360 €
B2	Poste de responsable de pôle non encadrant	345 €



Pour les agents de catégorie C

Groupes de fonction	Poste	Montants annuels maxima
C1	Poste de directrice générale adjointe	390 €
C2	Poste de responsable de pôle	330 €
C3	Poste de responsable de pôle non encadrant	315 €
C4	Poste nécessitant une technicité particulière	300 €
C5	Tous les autres postes	270 €

L'autorité territoriale est chargée de fixer, par arrêté, le montant individuel attribué à chaque agent au titre du CIA.

Le CIA versé aux agents à temps non complet sera calculé au prorata de leur temps de travail hebdomadaire.

Le CIA sera versé annuellement après l'entretien professionnel et modulation de l'autorité territoriale.

La présente délibération prend effet à compter du 1^{er} janvier 2025.

Le Secrétaire,

Vincent LOUBÈRE

Le Maire,



Vincent CASTAGNÈDE